



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Bouches du Rhône

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement-PACA
Unité Départementale des Bouches-du-Rhône

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer
Département des Bouches-du-Rhône

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Pôle Pétrochimique de BERRE

Communes de Berre-l'Etang et Rognac

**BASELL POLYOLÉFINES FRANCE SAS (BPO) ET
COMPAGNIE PÉTROCHIMIQUE DE BERRE SAS (CPB)
ET LYONDELL BASELL SERVICES FRANCE (LBSF)**

**PPRT approuvé le 12 juin 2019
par l'arrêté préfectoral N° 533-2012 PPRT/9**

**Note relative à la priorisation et au coût des
mesures du PPRT**
article R.515-41 du code de l'environnement

Version approuvée

1/ Mesures définies dans le PPRT et priorisation (R515-41 III 3).

Conformément aux dispositions de l'article L. 515.18 du Code de l'Environnement, les mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, sont mises en œuvre progressivement en fonction notamment de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels ainsi que du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu. Les différentes mesures prévues par le PPRT de Berre sont les suivantes :

➤ L'expropriation des biens (article III.3 du règlement) ;

Plusieurs parcelles sont concernées par l'expropriation. L'ordre de priorité pour la mise en œuvre de ces mesures est le suivant :

- **Secteur Pierre Sémard** : Parcelle BE 006 (« garage Denavaux » et 1 logement à l'heure actuelle) ;
- **Secteur Gordes** : Parcelle AR 10 correspondant à 2 logements appartenant au bailleur social 13 Habitat.
- **Secteur Mimaude** :
 - Parcelle DH 0123 correspondant, à la date d'approbation du PPRT, au bâtiment « Ex-Europacaging » ;
 - Parcelles DH 127 et DH 129 où se trouve, à la date d'approbation du PPRT, la société PALSUD (groupe PGS - fabrication d'emballages en bois) ;
 - Parcelle DH 14, comprenant 2 logements ;
 - Parcelles CZ 10 et CZ 35, au nord-est du site pétrochimique et correspondant à un bâtiment en ruine.

➤ Le droit de délaissement (article III.2 du règlement) ;

Le droit de délaissement est à l'initiative du propriétaire du bien, il n'y a donc pas lieu de prioriser ces mesures.

➤ Le droit de préemption (article III.1 du règlement) ;

Le droit de préemption est à l'initiative de la collectivité compétente, il n'y a donc pas lieu de prioriser ces mesures.

➤ Les travaux prescrits :

Les travaux sont réalisés à l'initiative des propriétaires. Il n'y a donc pas lieu de prioriser ces mesures.

2/ Coût sommaire et global des mesures foncières du PPRT (R515-41 III 2)

L'estimation du coût des mesures foncières a été réalisée par la Direction Immobilière de l'État, sous forme d'une étude sommaire et globale. Cette étude référencée 2016-014V3023 du 19/10/2017 estime le coût total des mesures foncières à 9 653 280€ euros indemnités accessoires comprises.

3/ Délai de mise en œuvre des mesures

Pour bénéficier du financement prévu par le code de l'environnement :

- Les travaux devront être réalisés et payés par les propriétaires dans un délai de 8 ans à compter de la date d'approbation du PPRT conformément à l'article L515-16-2 du code de l'environnement.
- Les mesures foncières (expropriation, délaissement, préemption) devront être engagées dans un délai de six ans à compter de la date de signature de la convention mentionnée au II de l'article L. 515-19-1 ou de la mise en place de la répartition par défaut des contributions prévue à l'article L. 515-19-2 conformément aux articles L515-16-3, 4, 5 et 6.